

# L'EMPLOI POUR REUSSIR

LES initiatives et propositions des communistes pour une politique industrielle efficace et leur contre-offensive sur l'emploi agressé font l'objet de nombreux commentaires. « Face à cette hécatombe de l'emploi industriel, la stratégie du P.C. et de la C.G.T. consiste à faire

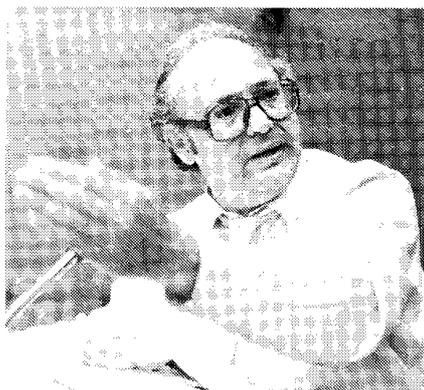
monter la température », soutient la lettre de l'Expansion. Le Figaro-Magazine titre : Marchais rechargé ; Les Echos : « P.C., C.G.T., C.F.D.T., C.N.P.F. montent au front » ; Le Monde : « la bataille de l'emploi... M. Marchais presse le gouvernement d'agir efficacement dans l'industrie ».

De nombreuses directions d'entreprises veulent relancer les licenciements au lieu de relancer la production en France. Le C.N.P.F. réclame la « liberté » des patrons de faire des chômeurs et d'exporter des capitaux à leur guise, tout en bénéficiant des aides accrues des institutions publiques et des banques nationalisées. Alors, on s'efforce de dénigrer les propositions des communistes et d'y faire barrage.

On prétend opposer « les contraintes de l'économie » et des « mutations technologiques » de l'industrie, aux besoins de « l'emploi » des hommes, qui relèveraient de « préoccupations sociales » voire « électorales ». On confond ainsi les contraintes de l'économie avec les gâchis des exigences de la rentabilité financière des capitaux multinationaux. Comme si, développer l'emploi en quantité et en qualité, n'était pas essentiel : — pour une production efficace et croissante de richesses nouvelles au plan national, — pour un débouché stable de l'industrie, — pour la maîtrise des mutations nationales et des coopérations inter-

*Développer l'emploi en quantité et en qualité pour réussir*

*la modernisation industrielle*



**Paul BOCCARA**  
membre du Comité central  
du P.C.F.

nationales, — pour l'engagement créateur personnel de tous les travailleurs dans les innovations techniques et sociales. Autant d'atouts nécessaires d'une modernisation réussie, afin de sortir effectivement de la crise.

On prétend opposer, parfois même à gauche, les interventions des communistes à

l'accord du 1<sup>er</sup> décembre entre le P.C.F. et le P.S. Comme si, insistant sur les conquêtes réalisées (il s'agit des nationalisations industrielles et bancaires, des droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises ou des élus locaux avec la décentralisation...) cet accord ne soulignait pas aussi la « persistance des difficultés de la production, des gaspillages capitalistes... au détriment de secteurs entiers de notre appareil de production industriel ». Il attire donc l'attention sur « ce qu'il faut encore faire pour réaliser de

nouvelles avancées significatives dans des domaines aussi importants que la croissance, l'emploi ». A propos de « la grande mutation technologique en cours », il demande de la mener « par concertation... en tenant compte des intérêts des travailleurs et des régions », ainsi que du « pouvoir d'achat moyen des salariés » nécessaire pour « préserver le niveau de la demande intérieure » (souligné par nous).

Ce qui persiste, en contradiction avec les efforts nouveaux du gouvernement et avec une utilisation efficace des nationalisations pour sortir de la crise, c'est la croissance financière des capitaux et des entreprises, en opposition avec la croissance réelle de la production. C'est ce que nous avons montré au Colloque sur le Crédit dont ce numéro d'« Economie et Politique » expose les débats. Ce dialogue entre économistes commu-

nistes et dirigeants des banques constitue une « première » indicatrice de l'audience de nos propositions.

Quand on met le projecteur sur les « coûts » de l'emploi, on laisse dans l'ombre à la fois que l'emploi crée des richesses nationales réelles qu'il faut faire croître, et aussi l'immensité des gâchis financiers au détriment de la production.

De 1973 à 1983, par exemple, les versements nets de dividendes aux actionnaires par les sociétés représenteraient 228 % des apports nouveaux de capitaux de ces actionnaires. On a pu estimer qu'en 1981, l'investissement en capital productif (y compris l'augmentation de valeur des stocks) ne représentait même pas 40 % de la somme de l'investissement global (productif + financier) des sociétés et de leurs versements financiers (*Issues*, 4<sup>e</sup> trimestre 1983, p. 28).

En diminuant l'investissement productif et encore plus l'emploi en France, les capitalistes cherchent à dégager des fonds pour acheter des devises, de l'or, des immeubles, des titres, des sociétés en France et surtout à l'étranger, au lieu de moderniser et de développer la production française. Cela ne les empêche d'ailleurs pas d'utiliser les fonds publics et les crédits bancaires. B.S.N.-Gervais Danone par exemple a beaucoup bradé à l'étranger et cassé dans l'industrie du verre, contre l'emploi en France. Mais avec les fonds récupérés, il a acheté des sociétés de yaourt aux Etats-Unis et au Japon. Et en outre, il spéculé sur le dollar contre le franc. Peugeot a acheté « Chrysler-Europe » aux Américains. Mais après avoir ainsi dépensé des centaines de millions de dollars sans rien créer avec, il peut opposer aujourd'hui ses difficultés financières ainsi que les exigences de ses productions en Espagne et en Grande-Bretagne, au maintien de l'emploi et à la modernisation en France. Pendant ce temps, les exigences des mutations sont immenses en France, notamment pour les équipements modernes de la « Productique » où Peugeot pourrait intervenir en coopération avec Renault, Matra, la C.G.E.

Et l'on pousse les entreprises nationalisées à un comportement analogue de croissance multinationale et financière.

Pour Michel Tardieu du *Nouvel Economiste* (déclarant de façon simpliste que l'emploi fait partie des « préoccupations sociales » et non de « l'industrie »), l'analyse des gâchis capitalistes des hommes et des capitaux relève de « l'hostilité primaire » des communistes et des « marxistes » à l'égard « des patrons et du profit ». Et il presse Laurent Fabius de rejeter les propositions responsables des communistes, en brandissant la menace de sanctions des « financiers étrangers ».

Cependant, c'est Louis Gallois, Directeur Général au ministère de l'Industrie, qui déclarait en novembre 1982 : « Le sous-investissement des dix dernières années aussi bien qu'une politique d'insertion profonde de l'économie dans une division internationale du travail constamment changeante, ont affaibli le tissu industriel (de la France) et l'ont, dans certains domaines, partiellement vidé de sa substance... »

La compétitivité d'une économie est fondée sur la capacité de son industrie à couvrir dans une large mesure ses besoins intérieurs, sur l'existence d'un tissu industriel dense, diversifié... Il n'y a pas de secteur condamné, il n'y a que des technologies dépassées... La politique industrielle doit donc se fixer deux objectifs... moderniser et développer ».

Mais, le grand capital et la droite ont décidé d'attaquer de toutes leurs forces les efforts de la nouvelle majorité, y compris au plan de l'intoxication de la gauche par leurs « idées » sur l'économie. Ces mêmes idées qui ont conduit la France, comme tout le monde capitaliste, dans la situation de crise profonde dont la politique et les luttes nouvelles essaient de la sortir.

Selon *les Echos*, à l'Assemblée Générale du C.N.P.F. de décembre 1983, « les chefs d'entreprise ont décidé de passer à l'offensive ». Ils prétendent se battre pour « les libertés de gestion essentielles ». Ce qu'ils appellent la « liberté » des « prix », du « crédit », d'« investir », des « charges », des « salaires », de « l'emploi ». Bref, la liberté des renards financiers (pour qui l'argent n'a pas d'odeur nationale, et une spéculation en dollars contre le franc peut être mille fois plus avantageuse qu'une modernisation de la production) dans le poulailler libre des entreprises →